

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière**¹
– **Bruxelles, les 6 et 7 février 2003**

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Présentation du projet des Titres I, II et III (articles 1 à 16) de la Constitution

Le Président a présenté, au nom du Praesidium, le projet de texte pour les 16 premiers articles de la Constitution, en précisant qu'il s'agit d'une proposition sur laquelle les membres de la Convention peuvent présenter leurs commentaires et leurs propositions d'amendements. Il appartiendra à la Convention de se prononcer sur le texte qui figurera dans la Constitution.

La session plénière des 27 et 28 février sera consacrée au débat sur ce projet d'articles. Afin de structurer ce débat, les conventionnels sont priés de transmettre au Secrétariat leurs propositions initiales d'amendement pour le lundi 17 février, afin que le Praesidium puisse en prendre connaissance, les regrouper et systématiser.

Il a été précisé que toutes les propositions d'amendements seraient rendues disponibles sur le site internet de la Convention et présentées de manière à faciliter leur examen comparatif.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

2. L'Europe sociale

- débat sur le rapport du Groupe XI présidé par M. Katiforis (doc. CONV 516/03)

i. Présentation du rapport par M. Katiforis

M. Katiforis a rappelé l'importance de la question à l'examen. Celle-ci revêt un intérêt particulier pour l'Europe et fait partie des questions au sujet desquelles l'Europe peut être fière des résultats obtenus. Les différents points du mandat du groupe de travail relèvent de trois grandes catégories: les valeurs et objectifs, l'attribution des compétences et enfin les instruments et procédures.

Pour ce qui est des valeurs, le groupe est convenu de la nécessité d'élaborer des articles brefs et concis pour le traité constitutionnel. Dans certains cas, le groupe a éprouvé des difficultés à déterminer si certaines idées devaient être considérées comme des valeurs ou comme des objectifs. De nombreuses propositions ont été présentées, mais le groupe a conclu que le texte relatif aux valeurs devrait inclure la justice sociale, la solidarité et l'égalité, en particulier l'égalité entre les hommes et les femmes. En ce qui concerne les objectifs, le groupe a décidé, au terme d'amples discussions, de recommander d'inclure une référence au "plein emploi". Le groupe est également parvenu à un consensus concernant l'inclusion d'une référence à la promotion d'un niveau élevé de protection sociale. Un large éventail d'autres objectifs éventuels a été proposé. La question de savoir si l'idée d'une Europe sociale pouvait être mieux résumée en définissant la notion générale de "modèle social européen" a été soulevée, mais elle n'a pas été reprise par le groupe.

En matière de compétences, le groupe a conclu que, d'une manière générale, les compétences existantes étaient appropriées, mais que certaines d'entre elles gagneraient à être précisées afin qu'elles puissent être exercées pleinement. C'est notamment le cas dans le domaine de la santé publique. En outre, le groupe a estimé qu'il convenait de renforcer quelque peu la base juridique permettant de légiférer en matière de services d'intérêt général.

Pour ce qui est de la question des procédures, le groupe a largement soutenu, malgré de fortes objections de la part de certains membres, l'idée d'inclure la méthode ouverte de coordination dans le traité. Il a néanmoins été souligné que la flexibilité de la méthode devait être maintenue et qu'elle ne devait pas porter atteinte aux compétences existantes de l'Union. La question du vote à la majorité qualifiée s'est avérée sensible. Bien que tous soient d'accord pour réaffirmer le compromis de Nice concernant l'article 137, un grand nombre de membres du groupe a estimé qu'il était souhaitable d'étendre encore le vote à la majorité qualifiée dans le domaine social. Le groupe a largement appuyé l'idée de maintenir et de renforcer le rôle des partenaires sociaux en matière de négociation collective ainsi que de reconnaître de manière appropriée la contribution de la société civile dans le domaine de la politique sociale.

M. Katiforis s'est réjoui que le groupe ait été en mesure de parvenir à un consensus sur de nombreuses questions, bien que ses membres viennent d'horizons différents et aient des points de vue différents. Tous ont estimé que l'Union européenne avait un rôle majeur à jouer dans le domaine de la politique sociale.

ii. débat en plénière

L'approche générale du rapport a reçu un accueil favorable par la Convention, qui a en outre écouté les interventions des représentants des partenaires sociaux, du Comité économique et social, et de la Convention des Jeunes.

Un grand nombre d'intervenants a marqué son accord sur la suggestion du groupe que le futur traité constitutionnel devrait mentionner dans ses premiers articles la dignité humaine, la justice sociale, la solidarité, et l'égalité, en particulier l'égalité entre hommes et femmes.

Le débat a démontré un large soutien aux recommandations du groupe de travail, concernant les objectifs : ont été mentionnés le plein emploi, la justice sociale, la paix sociale, le développement durable, la cohésion économique, sociale et territoriale, l'économie sociale de marché, la qualité de l'emploi, l'éducation et la formation tout au long de la vie, l'insertion sociale, un degré élevé de protection sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes, la non-discrimination pour des motifs d'origine raciale ou ethnique, d'orientation religieuse ou sexuelle, de handicap et d'âge, les droits de l'enfant, un niveau élevé de santé publique et des services sociaux et des services d'intérêt général efficaces et de qualité.

Quant aux compétences, le débat en plénière n'a pas remis en question la conclusion du groupe de travail selon laquelle les compétences en matières sociales restent des compétences partagées entre l'Union et les États membres. Peu de membres ont demandé de revenir sur les dispositions de l'article 137 actuel qui excluent des compétences de l'Union les rémunérations, le droit d'association, le droit de grève et le droit de lock-out.

De nombreux membres ont demandé une extension des compétences actuelles de l'Union en matière de santé publique (article 152) afin de combattre au niveau européen les risques épidémiques et de bioterrorisme transfrontaliers.

Les services d'intérêt général ont souvent été au cœur des interventions, la question de fond étant de savoir s'il convenait d'amender l'article 16 actuel du traité afin d'en faire une véritable base juridique permettant l'adoption d'une véritable législation de l'Union en matière de services d'intérêt général. Les membres de la Convention sont restés très divisés sur cette question, même si un nombre important d'entre eux s'est prononcé en faveur d'une telle solution.

En ce qui concerne la méthode ouverte de coordination, la plupart des membres qui se sont exprimés ont plaidé en faveur de l'inscription de cette méthode dans le traité afin de mieux l'encadrer et la rendre plus transparente et plus démocratique sans en perdre les qualités qui tiennent surtout à sa flexibilité. Cependant, certains intervenants ont manifesté leur objection.

La proposition du groupe de travail de voir inscrites dans le traité les procédures permettant d'assurer la cohérence entre les politiques économique et sociale lors du Conseil européen du printemps a été largement accueillie. Cependant, le débat n'a pas permis de dégager un consensus quant à amender l'actuel article 128 TEC afin d'y supprimer l'exigence de compatibilité des lignes directrices pour l'emploi avec les grandes orientations de politique économique.

Le débat le plus difficile a porté sur la question de l'extension du vote à la majorité qualifiée aux matières pour lesquelles l'unanimité est actuellement requise. Plusieurs membres ont d'ailleurs rappelé que la définition même de majorité qualifiée devait faire l'objet de discussions spécifiques.

De très nombreux conventionnels ont souhaité le passage à la majorité qualifiée et à la codécision au moins tel que formalisé à Nice, laissant alors à l'unanimité uniquement le domaine de la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs. De très nombreux conventionnels ont également souhaité que toutes les matières relevant des actuels articles 13, 42 et 137 TCE soient soumises à la codécision et la majorité qualifiée.

Mais certains membres de la Convention ont souligné que le Traité de Nice venait d'entrer en vigueur et qu'un tel passage à la majorité était dès lors possible pour autant que les États membres en aient l'intention. Ces mêmes membres ont confirmé qu'ils n'entendaient pas revenir sur les dispositions agréées à Nice en ce domaine.

Enfin, le débat a confirmé que les partenaires sociaux et la société civile devraient avoir leur place dans le futur traité constitutionnel.

iii) Conclusions

A la fin du débat, le Président a constaté qu'un consensus s'était dégagé quant à ce que la Constitution consacre des principes tels que la dignité humaine, la justice sociale, la solidarité et l'égalité, en particulier l'égalité entre hommes et femmes. Cette dernière, a souligné le Président, a été reprise parmi les objectifs qui pourraient figurer à l'article 3 du futur traité constitutionnel.

Le Président a également constaté que l'objectif du plein emploi a reçu un très large soutien bien qu'il ne puisse être conçu que comme un but vers lequel tendre, tout en sachant qu'il ne peut être atteint entièrement.

Le Président a noté que dans le projet d'articles soumis à la Convention, le Praesidium avait déjà pris à son compte tous ces éléments, d'une manière ou d'une autre.

A propos des compétences, le Président a constaté le consensus selon lequel les compétences en matières sociales restent des compétences partagées entre l'Union et les États membres. A propos de l'article 137 actuel qui exclut des compétences de l'Union les rémunérations, le droit d'association, le droit de grève et le droit de lock-out, le Président a constaté que cette question n'avait pas fait l'objet d'une réelle discussion et qu'il n'était dès lors pas possible à ce stade de revenir sur ces exclusions.

Le Président a noté une demande assez forte de la part de la Convention sur une légère reformulation des compétences actuelles de l'Union en matière de santé publique (article 152). Une telle modification viserait à combattre au niveau européen les risques épidémiques et de bioterrorisme transfrontaliers. Il a annoncé que cette question ferait dès lors l'objet d'un examen.

A propos des services d'intérêt général et de la question de savoir s'il convenait d'amender l'article 16 actuel du traité afin d'en faire une véritable base juridique permettant l'adoption d'une législation de l'Union en matière de services d'intérêt général, le Président a noté une forte demande en ce sens. Il s'est cependant interrogé sur les effets concrets d'une rédaction nouvelle de l'article 16 et sur le type de législation qu'une base juridique pourrait amener à adopter. Le Président a constaté que les Conventionnels sont restés très divisés sur cette question, même si un nombre important d'entre eux s'est prononcé en faveur d'un amendement de l'article 16 afin d'en faire une base juridique. Il a annoncé que le Praesidium se pencherait sur la question.

Le Président a noté que le débat sur la méthode ouverte de coordination avait été animé, confirmant cependant la demande de la plupart des conventionnels de voir cette méthode inscrite dans le traité afin de mieux l'encadrer et la rendre plus transparente et plus démocratique sans en perdre les qualités qui tiennent surtout à sa flexibilité. Néanmoins, l'avantage de la méthode étant sa souplesse, le Président s'est demandé s'il fallait l'encadrer davantage au risque précisément de la lui faire perdre.

Le Président a relevé que la proposition du groupe de travail de voir inscrites dans le traité les procédures permettant d'assurer la cohérence entre les politiques économique et sociale lors du Conseil européen du printemps avait été bien accueillie. Il a indiqué que cette question relevait de la seconde partie du futur traité constitutionnel.

A propos de la question de l'extension du vote à la majorité qualifiée (VMQ) aux matières pour lesquelles l'unanimité est actuellement requise, le Président a relevé la difficulté du débat et a rappelé qu'il s'agissait d'une matière qui avait fait l'objet de négociations difficiles lors de la CIG de Nice. Il a rappelé que le Traité de Nice permettait un tel passage à la majorité par décision du Conseil à l'unanimité. Le Président a noté que cependant de nombreux Conventionnels ont souhaité dès maintenant le passage à la majorité qualifiée et à la codécision au moins tel que formalisé à Nice, laissant alors à l'unanimité uniquement le domaine de la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs, tandis que d'autres conventionnels, parmi lesquels quelques représentants des gouvernements, se sont opposés à tout changement par rapport au compromis tel qu'il figure dans le traité de Nice . Il en a conclu qu'il faudrait en réfléchir.

Enfin, le Président a conclu que les partenaires sociaux et la société civile devront avoir leur place dans le futur traité constitutionnel, sous le titre "vie démocratique".

Le Président a conclu en constatant que le débat avait permis de marquer des progrès mais n'avait pas nécessairement conduit à des solutions sur tous les points. Comme plusieurs des questions sont relatives à la deuxième partie du futur traité, la Convention y reviendra à un stade ultérieur.

3. Débat sur la dimension régionale et locale (doc. CONV 518/03)

i. introduction du débat

Le Président a souligné l'importance du débat sur la "dimension régionale et locale en Europe", si l'on tient compte que dans un système de 25 États membres, avec près de 450 millions d'habitants, l'action politique ne peut pas être centralisée et a besoin de relais. Il a rappelé le rôle crucial que jouent déjà et joueront plus encore demain les gouvernements régionaux et locaux, en particulier dans la mise en œuvre d'un nombre important de politiques de l'Union, et tout spécialement celles qui touchent à la vie, aux soucis les plus quotidiens, des européens.

Il a noté que les élus régionaux et locaux sont représentés par les Observateurs du Comité des Régions qui participent aux travaux de la Convention, et étaient pour cette session accompagnés par leur Président Sir Albert Bore. Que ce soit par le truchement du Comité des Régions, ou au travers de leurs grandes organisations européennes représentatives, ils ont suivi avec attention et depuis le début les travaux de la Convention : en témoignent le nombre important de contributions figurant au Forum, la forte participation aux réunions du Groupe de Contact présidé par Mme de Palacio puis par le Vice-Président Jean Luc Dehaene, ainsi que celles qui ont été présentées par les membres de la Convention eux-mêmes.

Le Président a rappelé la série d'avis adoptés par le Comité des Régions, en particulier celui de Lord Tope, ainsi que les Résolutions du Parlement Européen adoptées à la suite des Rapports de MM. Lamassoure et Napolitano et a indiqué que toutes ces analyses et propositions ont été portées à la connaissance du Praesidium, qui s'est attaché à retenir celles qui avaient une portée de nature constitutionnelle, et a souhaité ouvrir un certain nombre de pistes de réflexion (voir le doc. CONV 518/03). Le dossier a été complété par un document (CONV 523/03), établissant un résumé succinct des travaux du Groupe de Contact réuni la semaine précédente par le Vice-Président Dehaene, auquel était annexé un tableau synoptique des propositions émanant des milieux régionaux et locaux et des Institutions.

Enfin le Praesidium lui même, dans les propositions d'articles 1 à 16 qui ont été soumises à la Convention, a souhaité d'ores et déjà prendre en compte cette réalité de la dimension régionale et locale de l'Union.

ii. débat en plénière

Les conventionnels ont été nombreux à rappeler que le respect du droit des États membres à organiser eux-mêmes leurs structures internes était une règle fondamentale. Tout aussi nombreux ont été ceux ayant insisté sur la nécessité de respecter la diversité de ces structures internes qui sont précisément l'une des richesses de l'Europe. Certains ont en outre précisé qu'il ne convenait pas d'opposer les régions aux États et récusé toute idée d'homogénéisation à ce niveau.

Avec des accentuations différentes, soit au niveau régional, soit au niveau local, les Conventionnels ont été unanimes pour reconnaître l'importance de la dimension régionale et locale en Europe et un fort consensus s'est établi pour souhaiter que cette réalité soit consacrée dans les premiers articles de la Constitution, comme l'avait proposé notamment le rapport Napolitano du Parlement européen. La proposition du Praesidium consistant à prévoir une référence aux pouvoirs régionaux et locaux à l'article 9.6 a été bien accueillie, certains souhaitant cependant que cette référence intervienne plus tôt, dès l'article premier de la Constitution. Si plusieurs membres ont souligné que la formule proposée par le Praesidium était la correcte, certains autres ont proposé d'aller plus loin dans la consécration du respect de l'autonomie locale (ou de la libre administration au niveau local); le respect de la démocratie locale a également été mentionné dans ce contexte. Quelques intervenants ont également suggéré que la Constitution pourrait se référer à la Charte européenne de la démocratie locale du Conseil de l'Europe, ou permettre l'adhésion de l'Union à cette convention.

Certains membres ont d'ailleurs demandé que la Constitution se réfère également à l'identité régionale et/ou à la diversité culturelle et linguistique, voire au droits des minorités.

Un nombre significatif de membres a souligné le rôle des gouvernements régionaux et locaux dans l'approche de la subsidiarité. Certains ont souligné que la subsidiarité devait concerner également les niveaux local et régional et ont souhaité qu'il en soit tenu compte dans la rédaction du protocole sur la subsidiarité.

De même, l'idée selon laquelle ceux qui auront à appliquer ou à faire appliquer la législation ou les politiques de l'Union doivent être consultés lors de la préparation de ces mêmes législations ou politiques a rencontré un large écho au sein de la Convention, qui a confirmé et même renforcé les propositions émises dans ce sens par les Groupes de travail "Subsidiarité" et "Simplification", en particulier en ce qui concerne la consultation *ex ante*.

Ainsi, un consensus s'est-il établi pour souhaiter que la consultation des collectivités territoriales de l'Union puisse, pour les domaines qui les concernent, trouver place sous une forme appropriée au titre VI de la Constitution concernant "la vie démocratique de l'Union" et dans le dispositif concernant la subsidiarité. Les membres se sont déclarés favorables à ce que cette consultation intervienne à un stade très précoce de l'élaboration et de la mise en œuvre des législations et des programmes de l'Union, et certains ont précisé que la consultation devait concerner, tous les niveaux de collectivités territoriales, y compris les parlements régionaux, notamment à travers leurs organisations représentatives. Dans ce cadre, il a été aussi suggéré que les propositions législatives de la Commission évaluent les charges (y compris financières) imposées aux collectivités régionales et locales dans le cadre de leur transposition.

Les Conventionnels ont été nombreux à relever l'importance du rôle du Comité des Régions pour la représentation des niveaux de gouvernement régional et local dans l'Union. Certains se sont toutefois interrogés sur son bon fonctionnement.

La proposition faite par le Groupe de travail "Subsidiarité", de donner un rôle au Comité des Régions dans le système d'alerte précoce, et de lui reconnaître le droit de saisir la Cour de Justice pour violation du principe de subsidiarité, a reçu un large soutien de la part des conventionnels. Une série d'intervenants se sont prononcés en outre pour l'attribution au Comité des Régions d'un droit de recours en défense de ses propres prérogatives, idée qui n'était toutefois pas partagée par tous les membres.

La question de la composition et de la représentativité du Comité des Régions a été abordée par de nombreux membres. Certains ont constaté la très grande disproportion existant dans l'attribution des sièges (quelques régions sont par exemple plus peuplées, ou plus grandes en territoire, que certains États membres) et ont souligné que les États membres moins peuplés auront accès à la Cour de Justice, contrairement aux régions, même très grandes. D'autres ont rappelé que tous les différents niveaux de collectivités territoriales d'un même pays ne disposent pas toujours d'une représentation équitable au sein d'une même délégation, la représentation de certains niveaux étant purement résiduelle. Certains enfin ont demandé que les membres du Comité des Régions soient désormais élus et non plus nommés par les gouvernements nationaux. D'autres Conventionnels se sont toutefois prononcé contre toute modification des règles actuelles régissant la composition du Comité.

Un certain nombre de membres ont estimé que les institutions qui ne suivaient pas l'avis du Comité des Régions devraient motiver leur décision, tandis que d'autres ont souhaité que soit changée la dénomination du Comité des Régions, ou encore que celui-ci reçoive le rang d'Institution. Cette dernière proposition en particulier n'a pas reçu l'assentiment d'un certain nombre de conventionnels qui ont été d'avis contraire.

Un certain nombre de conventionnels se sont attachés à la question des régions à compétence législative, mais d'autres se sont opposés à ce que l'on opère une distinction entre les différents types de collectivités, ou à ce que certaines disposent d'un statut privilégié. La question d'une rédaction plus claire de l'article 203, qui donne la possibilité de nommer des Ministres régionaux au Conseil, a été évoquée. D'autres ont souhaité renforcer la place des régions qui devraient être, pour les élections européennes, la circonscription électorale de base dans les États membres et demandé la création d'un statut de "région partenaire de l'Union", qui serait conféré par les États membres.

Un certain nombre de Conventionnels ont plaidé pour l'attribution aux régions à compétence législative du droit de recours auprès de la Cour et ont fait valoir que ce droit était une conséquence logique des compétences dont disposent ces régions. Il a en particulier été indiqué que ce droit pourrait être assorti, en contrepartie d'une obligation de loyauté vis-à-vis de l'État membre et de l'Union. Certains membres ont considéré qu'il n'y avait pas lieu de laisser cette question au développement jurisprudentiel et ont estimé qu'il suffisait d'une légère modification de l'article 230.4, dans le sens d'une certaine extension du droit de recours général des personnes physiques et morales, pour ce qui concerne des actes de portée générale les concernant directement. D'autres ont estimé préférable que les régions puissent saisir la Cour uniquement par l'intermédiaire d'un recours introduit par le Comité des Régions, par l'État membre respectif ou encore (selon certains) par la deuxième chambre d'un parlement national.

Enfin, plusieurs membres ont manifesté le souhait qu'à l'objectif de la cohésion économique et sociale soit ajouté celui de la cohésion territoriale. D'autres ont fait part de leurs préoccupations concernant des territoires particuliers, tels les régions ultrapériphériques ou les régions insulaires, et ont souhaité que soient maintenues ou même renforcés les dispositifs, protections et statuts spéciaux existants.

Il a été par ailleurs demandé à plusieurs reprises que les régions situées aux frontières intérieures de l'Union puissent disposer d'un cadre juridique destiné à favoriser la coopération transfrontalière qui rencontre encore de trop nombreux obstacles.

iii. conclusions

En concluant le débat, le Vice-Président Dehaene a considéré que la discussion s'était avérée particulièrement utile.

Il a noté le très large accord au sein de la Convention pour que l'Union respecte la compétence de chaque État à décider de ses structures internes et l'organisation des pouvoirs publics au niveau régional et local. Il a constaté la volonté commune manifestée au sein de la Convention en faveur d'une référence à la réalité de la dimension régionale et locale de l'Union dans les premiers articles de la Constitution.

Il en a été de même en faveur de la consultation des collectivités régionales et locales, qui devrait trouver place au titre VI de la Constitution concernant la vie démocratique de l'Union et dans le cadre du protocole sur la subsidiarité.

Le Vice-Président a noté que si les propositions qui avaient été faites concernant le Comité des Régions étaient en partie controversées, le rôle du Comité en matière de subsidiarité avait été considéré important.

Enfin, il a indiqué que le Praesidium devrait réfléchir aux questions concernant le droit de recours à la lumière des interventions des Conventionnels.

4. Communications du Praesidium

a) mandat à un groupe d'experts désignés par les Services juridiques pour la Partie II

Le Président a informé la plénière, comme cela avait été annoncé déjà en décembre, que le Praesidium était convenu que, parallèlement à son travail de rédaction du projet de la partie I de la Constitution, le travail devait avancer en ce qui concerne l'adaptation des dispositions du TCE et du TUE destinées à être reprises dans la partie II. A cet effet, le Secrétariat de la Convention avait effectué un travail préliminaire à titre indicatif, en identifiant les dispositions qui resteraient inchangées, les dispositions qui devraient être adaptées au plan technique en fonction des conclusions déjà atteintes par la Convention, les dispositions qui devraient être modifiées sur le fond et les dispositions à supprimer ou caduques. Alors que le Praesidium se réservait de rédiger, avec le soutien du Secrétariat, les dispositions relevant de la troisième catégorie, il avait convenu de confier à un groupe de juristes désigné par les Services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, le mandat de mettre au point les dispositions relevant de la deuxième et quatrième catégories, en particulier afin d'adapter les dispositions de la Partie II en fonction des recommandations du groupe de travail "Simplification" qui ont été approuvées par la plénière.

Ces juristes avaient reçu un mandat bien précis et limité et soumettraient le résultat de leurs travaux au Praesidium qui, après évaluation, pourrait l'incorporer dans le projet de Constitution. Le mandat est diffusé dans le document CONV 529/03.

b) Cercle de discussion sur la Cour de Justice

Le Président a rappelé que lors de la session de janvier le besoin avait été ressenti de mettre sur pied un "cercle de discussion" sur le fonctionnement de la Cour de Justice. M. Vitorino avait entre-temps accepté d'animer ce cercle, et le Praesidium avait défini son cadre des travaux, qui est diffusé dans le document CONV 543/03. Ce cercle devrait avoir une composition plus restreinte que les groupes de travail et ses membres devraient idéalement pouvoir y apporter une expertise spécifique afin d'en assurer l'efficacité et la rapidité de ses conclusions. Les composantes seraient invitées à communiquer au secrétariat le nom des Conventionnels qui pourraient participer à ce cercle.

Session plénière jeudi 6 et mardi 7 février 2003

LISTE DES ORATEURS
suivant l'ordre des interventions

Jeudi 6 février

**1. Présentation par M. Katiforis du rapport du Groupe de travail XI "Europe sociale"
(doc. CONV 516/03)**

Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
M. Jurgen MEYER - Allemagne (Parlement)
M. Gijs de VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)
M. David O'SULLIVAN - (Commission)
M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
M. Jacques FLOCH - France (Parlement)
M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux
M. Georges JACOBS - Partenaires sociaux
M. Jan KOHOUT - Rép. Tchèque (Gouvernement)
M. Joachim WUERMELING - Parlement européen
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)
Mme Pervenche BERES - Parlement européen
M. Michel BARNIER - Commission
(*Cartons bleu : The Earl of Stockton, Thorning-Schmidt, Pieters*)
M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)
M. Hans Martin BURY - Allemagne (Gouvernement)
Mme Marie NAGY - Belgique (Parlement)
M. Dimitrij RUPEL - Slovénie (Gouvernement)
M. Elmar BROK - Parlement européen
Mme Maria Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen
M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
Mme Piia-Noora KAUPPI (Parlement européen)
M. John BRUTON - Irlande (Parlement)
M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
M. Pål VASTAGH - Hongrie (Parlement)
M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
M. Filadelfio BASILE - Italie (Parlement)
M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
M. Henrik DAM KRISTENSEN - Danemark (Parlement)
M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen
Mme Hildegard PUWAK - Roumanie (Gouvernement)
Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
M. Per DALGAARD - Danemark (Parlement)
Mme Liene LIEPINA - Lettonie (Parlement)

Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
M. Alfonso DASTIS - Espagne (Gouvernement)
M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement)
Mme. Lena HJELM- WALLÉN - Suède (Gouvernement)
M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)
Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)
Mme Androula VASSILIOU - Chypre (Parlement)
M. Roger BRIESCH - Comité économique et social
(*Cartons bleu : Fayot, Mendez de Vigo, Borrell, MacCormick*)

Vendredi 7 février 2003

1. Continuation du débat sur "Europe sociale"

M. Esko HELLE - Finlande (Parlement)
M. Ingvar SVENSSON - Suède (Parlement)
M. Robert ZILE - Lettonie (Gouvernement)
M. Jan ZAHRADIL - Rép Tchèque (Parlement)
M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)
M. João CRAVINHO - Partenaires sociaux
M. Giacomo FILIBECK - Convention des jeunes
(*Cartons bleu : Speroni, Dybkjaer, Hain, Heathcoat-Amory, van Lancker, Bruton*)
M. George KATIFORIS - Grèce (Gouvernement)

3. La dimension régionale et locale (doc. CONV 518/03)

Mme Linda McAVAN - Parlement européen
M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
M. Michel BARNIER - Commission
Jozsef SZAJER - Hongrie (Parlement)
Mme MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
Mme Gisela STUART - Royaume Uni (Parlement)
M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
Mme Teija TIILIKAINEN- Finlande (Gouvernement)
M. Iñigo MENDEZ DE VIGO - Parlement européen
M. Gerhard TUSEK - Autriche (Gouvernement)
M. Antonio TAJANI - Parlement européen
Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)
Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
M. Hans Martin BURY - Allemagne (Gouvernement)
M. Luis MARINHO - Parlement européen
M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
M. Matti VANHANEN - Finlande (Parlement)
M. Elmar BROK - Parlement européen
M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)
(*Carton bleu : Azevedo*)

Mme Maria BERGER - Parlement européen
M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
M. Andrew DUFF - Parlement européen
M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
M. Neli MacCORMICK - Parlement européen
M. Josef CHABERT - Comité des régions
M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
M. Alfonso DASTIS - Espagne (Gouvernement)
M. Jurgen MEYER - Allemagne (Parlement)
M. Patrick DEWAELE - Comité des régions
Mme Marie NAGY - Belgique (Parlement)
M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
M. Carlos CARNERO - Parlement européen
M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)
M. Francesco SPERONI - Italie (Gouvernement)
Mme Pervenche BERÈS - Parlement européen
Lord MACLENNAN - Royaume Uni (Parlement)
M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)
M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement)
M. Manfred DAMMEYER - Comité des régions
Mme Claude du GRANDRUT - Comité des régions
Mme Eva-Riitta SIITONEN - Comité des régions
M. Jean-Luc DEHAENE, Vice-président
